

JURICAF



Source : site Juricaf

Titre

Juricaf

Auteur(s)

Juricaf est un projet de l'Association des Hautes Juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du Français (AHJUCAF), soit l'association des Cours suprêmes judiciaires francophones.

La base de données de jurisprudence Juricaf a été créée en 2005 avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Ministère de la justice français,

Source : <https://www.ahjucaf.org/la-base-de-jurisprudence-juricaf>, consulté le 01/04/2026.

Date

En ligne depuis 2005

Éditeur(s)

AHJUCAF (Association des cours suprêmes judiciaires francophones)

Plusieurs partenaires publics (notamment l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et privés ont contribué à la création et à la refonte du site de la base de données Juricaf.

Support

Base de données en ligne

Type de document

Banque de données
Outil

Périodicité

Variable

Source du droit

Jurisprudence

Domaines du droit

Tous les domaines du droit

Contenu

L'objectif de Juricaf est de permettre aux magistrats et à tous les juristes francophones (universitaires, avocats, notaires, huissiers, chercheurs, étudiants...) d'avoir accès gratuitement aux décisions des Cours suprêmes. La base de données intègre actuellement environ un million d'arrêtés issus de quarante-quatre Cours nationales ou communautaires.

Source : <https://www.ahjucaf.org/la-base-de-jurisprudence-juricaf>, consulté le 01/04/2026.

La couverture des collections est disponible [sur cette page](#).

Plus de 1,8 millions de décisions sont disponibles, provenant de 48 pays et institutions francophones. Cette mise à disposition s'inscrit dans l'esprit de l'open data des décisions de justice.

Type de classement

- Un classement est disponible via la page "[Étendue des collections](#)" : classement des décisions par pays, institution, date d'arrêt le plus ancien, date d'arrêt le plus récent.

Clefs d'utilisation

Juricaf propose 2 modes de recherche :

- une **recherche simple** par mots-clés via un moteur de recherche interne proposé dès la [page d'accueil](#) ou la possibilité de cliquer directement sur un pays pour afficher les décisions correspondantes :



La jurisprudence francophone des Cours suprêmes

Rechercher parmi 1 856 050 décisions provenant de 48 pays et institutions francophones

Rechercher

[recherche avancée](#)

Les 1 856 050 décisions par pays :

Andorre (29)	Congo démocratique (89)	Niger (821)
Belgique (10 988)	Côte d'Ivoire (174)	OEA (3)
Bénin (4 184)	Égypte (7)	OHADA (1 325)
Bulgarie (136)	France (1 691 324)	Pologne (8)
Burkina Faso (210)	Gabon (109)	République centrafricaine (53)
Burundi (25)	Guinée (128)	République Tchèque (59)
CADHP (325)	Haïti (121)	Roumanie (497)
Cambodge (66)	Hongrie (3)	Rwanda (4)
Cameroun (515)	Liban (35)	Sao Tomé et Príncipe (4)
Canada (4 976)	Luxembourg (27 378)	Sénégal (11 607)

- une **recherche avancée**, qui permet entre autres de restreindre les résultats à un ou plusieurs pays, à une période

donnée et de filtrer les décisions par numéro d'affaire, numéro NOR ou ECLI, avocat général, rapporteur, avocat, etc.

The screenshot shows the Juricaf website's advanced search interface. At the top, there is a navigation bar with the Juricaf logo and links for 'Accueil', 'À propos', 'Étendue des collections', 'Partenaires', 'Mentions légales', and 'Contact'. Below this is a 'Recherche avancée' section. On the left, a 'Critères' dropdown menu is open, listing various search criteria such as 'Recherche globale', 'Contenu de l'arrêt', 'Numéro d'affaire', 'Sens', 'NOR', 'URN/LEX', 'ECLI', 'Type affaire', 'Type recours', 'Président', 'Avocat général', 'Rapporteur', 'Commissaire du gouvernement', 'Avocat', 'Parties', 'Analyses', 'Saisine', 'Fonds documentaire', 'Reason', and 'Date import'. The main search area includes a search bar, a date range selector (currently set to 'jj/mm/aaaa' to 'au : jj/mm/aaaa'), and an 'Ajouter un critère' button. Below the search area, a grid of country and organization filters is displayed, each with a checkbox and a count of cases. The filters include: Belgique (10 988), Bénin (4 184), Bulgarie (136), Burundi (25), CADHP (325), Cambodge (66), Canada (4 976), CEDEAO (113), CEDH (8 647), CJUE (24 874), Comores (10), Congo (131), Côte d'Ivoire (174), Egypte (7), France (1691 324), Guinée (128), Haïti (121), Hongrie (3), Luxembourg (27 378), Madagascar (3 274), Mali (1 034), Maurice (3), Mauritanie (58), Monaco (4 873), OEA (3), OHADA (1 325), Pologne (8), République Tchèque (59), Roumanie (497), Rwanda (4), Sénégal (11 607), Suisse (53 706), Tchad (462), Tunisie (28), and UEMOA (95).

À l'issue d'une recherche, la base permet de mettre en place une veille jurisprudentielle à l'aide de flux RSS.

Liens

<https://juricaf.org/>

Fiche réalisée par : Fanny FALTOT (SCD PARIS NANTERRE), le 09/12/2019

Mise à jour : Virginie PAUL (SCD PARIS NANTERRE), le 08/06/2026

Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous [contrat Creative](#)



[Commons](#)

Vous êtes libres :

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

selon les conditions suivantes :

Paternité

Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

Pas d'utilisation commerciale

Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Partage des conditions à l'identique

Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)

Pour la version intégrale du contrat : voir le [code juridique Creative commons](#).